ASSEMBLÉE NATIONALE

11 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-1345

présenté par

M. Lottiaux, M. Allisio, M. Cabrolier, M. Dessigny, M. Frappé, Mme Grangier, Mme Loir,
Mme Mathilde Paris, M. Sabatou, M. Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy

ARTICLE 16

I. – Supprimer les alinéas 109 à 115.

II. – La perte de recettes pour les agences de l'eau résultant du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à la taxe visée à l'article 235 < i>ter< /i> ZD du code général des impôts.III. – La perte de recettes résultant pour l'État du I est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à la taxe visée à l'article 235 < i>ter< /i> ZD du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement, suggéré par la FNSEA, vise à maintenir les taux actuels pour la redevance pour pollution diffuse.

La redevance pour pollution diffuse est établie selon les dispositions du code de l'environnement (Article L.213-10-8). Elle est censée inciter les exploitants agricoles à utiliser des produits moins polluants, à supprimer ou réduire leur usage. L'assiette de la redevance est la quantité de substances actives classées vendues dans l'année à l'utilisateur final.

Cette année, l'augmentation de la redevance pour pollution diffuse proposée par le gouvernement est vécue comme un impôt supplémentaire de 37 millions d'euros sur la production, visant à assurer une recette permanente, alors même que les utilisations de produits phytosanitaires baissent et que de nombreux investissements sont nécessaires dans les exploitations pour accélérer la transition agroécologique et répondre aux enjeux de la planification écologique.